

Espace : le réveil de l'Europe ?



CLIQUEZ ICI
POUR DÉCOUVRIR LA NOTE

Paris, le 19 février 2020 - Alors que la rivalité sino-américaine s'étend au-delà de la Terre et que les géants de la technologie investissent de plus en plus dans l'espace, l'Union européenne (UE) ne peut plus se permettre de se reposer sur les lauriers de Galileo et de Copernicus. Il est urgent de donner une nouvelle impulsion au programme spatial européen, et ce alors que la fenêtre d'opportunité pour le faire pourrait se refermer rapidement.

C'est pourquoi, dans la continuité de son travail de 2017 [*Espace : l'Europe contre-attaque ?*](#), l'Institut Montaigne publie aujourd'hui une nouvelle note intitulée [*Espace : le réveil de l'Europe ?*](#). Fruit du travail de trois experts finlandais, français et allemand, cette publication appelle l'UE à aller plus loin dans la course à l'espace si elle veut assurer sa sécurité, son leadership technologique et industriel ainsi que son influence géopolitique.

[Cliquez ici pour découvrir les cinq mesures de l'Institut Montaigne qui prennent en compte les contraintes politiques et financières du secteur.](#)

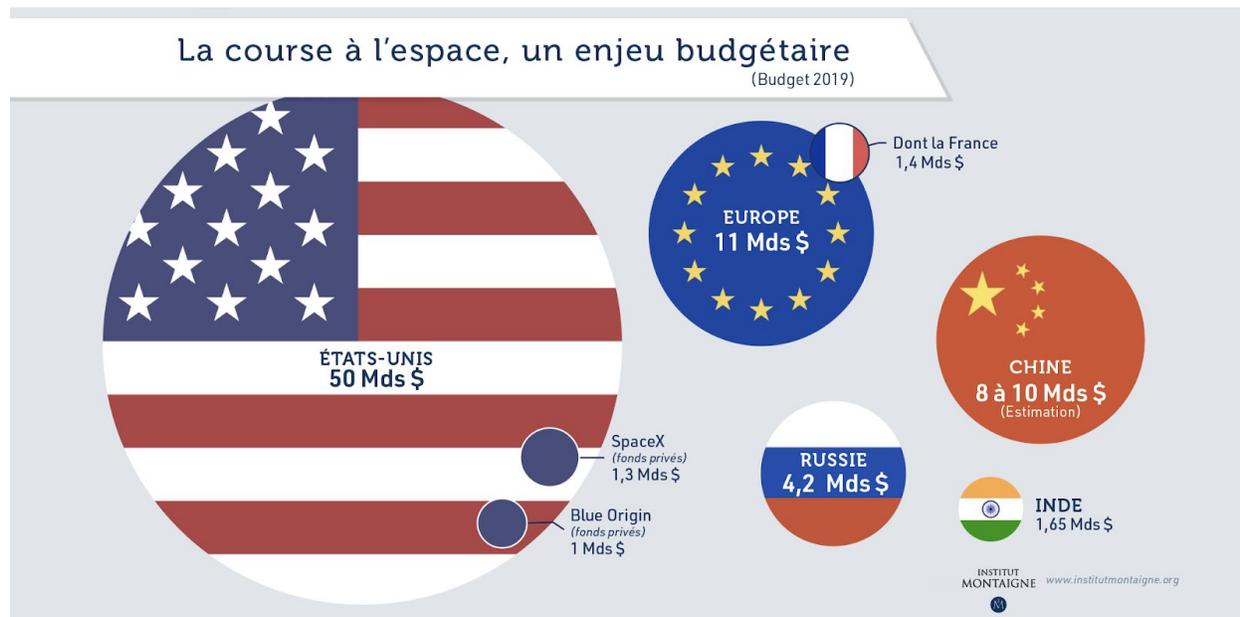
"L'Europe doit trouver sa place parmi les grandes puissances spatiales. Le défi est de taille car l'espace est aujourd'hui un enjeu géostratégique, une manifestation de force mais aussi de prestige, tant sur le plan économique que politique" expliquent les auteurs de la note : Juha-Matti Liukkonen, directeur de l'espace et des nouvelles technologies au sein du cabinet de conseil Reaktor ; Sebastian Straube, expert international du New Space, et Arthur Sauzay, avocat chez Allen & Overy et contributeur sur les questions spatiales à l'Institut Montaigne.

Les GAFAs et la Chine : de nouveaux géants dans l'espace

D'un point de vue économique, **l'orbite terrestre est devenue la nouvelle frontière du Big Data**. Les géants du numérique (américains et chinois) investissent des milliards de dollars dans de nouveaux projets et construisent par exemple **des constellations de milliers de satellites** destinés à fournir de nouveaux services de connectivité sur l'ensemble de la planète. Notons également que le budget de la NASA est passé de 19 à 21 milliards de dollars en 2018.

Globalement, les entreprises privées pèsent de plus en plus lourd dans la sphère spatiale : Jeff Bezos, le fondateur d'Amazon, investit personnellement chaque année près d'un milliard de dollars dans Blue Origin, sa société aérospatiale. C'est autant que le budget spatial annuel de la France (1,3 milliard d'euros). Amazon envisage d'investir plusieurs milliards de dollars dans une constellation pour l'Internet à haut débit. SpaceX, la célèbre société spatiale créée par Elon Musk, est devenue l'une des principales forces motrices du secteur spatial au niveau mondial. En Chine, de nombreuses start-ups spatiales voient

le jour. **En Europe, le paysage est déjà en train de changer et les entreprises privées s'adaptent à cette nouvelle réalité.**



Les limites structurelles de l'Europe sont mises à l'épreuve

Dans ce contexte de *New Space*, **l'Europe a réussi à s'imposer sur plusieurs segments clés** de la science et de l'exploration aux applications commerciales. Si l'ESA, une institution intergouvernementale distincte de l'Union européenne, a joué un rôle important à cet égard, **l'UE peut être fière de ce qu'elle a accompli, à commencer par ses deux programmes phares Galileo et Copernicus**. Cependant, afin de récolter les fruits de ces investissements, l'Europe doit pouvoir les mener à bien, en particulier dans le contexte du prochain **cadre financier pluriannuel 2021-2027 de l'UE**, et alors que la gouvernance spatiale européenne (en particulier le lien avec l'ESA) **demeure partiellement inadaptée** et doit être améliorée, voire profondément transformée.

Privé d'écosystème comparable à celui des GAFAs, le programme spatial européen doit compenser en s'ouvrant à des acteurs « non-spatiaux » pour développer de nouveaux projets et trouver de nouvelles sources de financement. **L'industrie spatiale européenne doit être fermement soutenue et défendue**, mais elle doit aussi prendre plus de risques et assumer davantage de responsabilités. Elle doit donc laisser entrer de nouveaux acteurs, notamment des start-ups, en évitant toutefois un affrontement stérile entre ces nouveaux arrivants et les acteurs plus établis.

L'UE doit parler d'une voix plus forte concernant les nouveaux enjeux du spatial

Gestion sécurisée de l'orbite terrestre, utilisation économique des corps célestes, etc. : **l'UE doit promouvoir ses valeurs de paix et de coopération, notamment lorsqu'il s'agit de définir de futures réglementations spatiales.**

Les cinq mesures concrètes de l'Institut Montaigne pour permettre à l'UE de viser plus haut dans la course à l'espace

Pour atteindre ces objectifs, des mesures concrètes doivent être mises en œuvre en couvrant l'ensemble des aspects du spatial (indépendance stratégique, *leadership* technologique et industriel, positionnement

géopolitique, notamment). Si de nombreuses propositions peuvent être envisagées, la note se limite à cinq mesures qui pourraient être lancées dès 2020, avec des budgets raisonnables.

1. **Garantir l'autonomie européenne en matière de gestion du trafic spatial**, en développant des capacités propres en matière de détection (radars terrestres, télescopes et solutions spatiales, dont des satellites) et de calcul, et ce en collaboration avec l'Agence spatiale européenne et les États membres. Une telle mesure a été proposée par les principaux acteurs du spatial européen, mais le véritable défi consiste maintenant à déterminer rapidement les prochaines étapes et à les mettre en œuvre. Ceci permettra de faire entendre la voix de l'Europe et de garantir son rôle de gardienne de l'orbite terrestre, avant que d'autres n'établissent de nouvelles règles.
2. **Développer une approche innovante pour la commande publique en matière spatiale**. Nous proposons de créer au sein de la future agence de l'UE pour le programme spatial, une unité responsable des achats de services spatiaux commerciaux. L'UE devrait dans ce cadre, lorsque cela est pertinent, soutenir le développement par les entreprises européennes de nouveaux services commerciaux (en particulier, l'imagerie et les télécommunications), et ce en devenant un « client d'ancrage » (*anchor customer*) plutôt qu'un propriétaire de satellites.
3. **Décider en 2020 d'une stratégie européenne concernant les constellations internet**. Ces projets sont source d'importantes incertitudes mais ils sont appelés à devenir un facteur déterminant pour le développement futur du spatial, ainsi que pour les télécommunications et le *Big Data*. L'Europe ne peut pas se permettre d'attendre de voir si ces projets réussissent. La Commission européenne devrait prendre l'initiative de concevoir une politique qui pourrait inclure une réglementation spécifique, ainsi que l'analyse de la nécessité de développer une capacité européenne dans ce domaine.
4. **Garantir le *leadership* de l'Europe pour les microsatsellites, en offrant un accès gratuit à l'orbite pour permettre la validation des technologies**. L'objectif visé est double : développer des capacités de lancement pour ces satellites (petits lanceurs ou lancements partagés au moyen de lanceurs de plus grande taille) et soutenir le développement et le succès commercial des technologies des microsatsellites.
5. **Donner à l'UE un rôle politique dans les affaires spatiales internationales** : la priorité est de s'assurer que l'Europe puisse participer au développement actuel des activités dans l'espace entre l'orbite terrestre et la Lune (appelé « espace cislunaire »). Un exemple de mesure concrète pourrait être l'alunissage, d'ici 2023, d'une sonde à la surface de la Lune, avec un objectif scientifique et économique qui pourrait inclure une démonstration de technologie d'utilisation des ressources lunaires. Ceci pourrait envoyer un message symbolique fort et pousser les acteurs européens établis comme les start-ups à relever le défi.

CLIQUEZ ICI
POUR DÉCOUVRIR LA NOTE

Nous vous attendons sur [Twitter](#), [Facebook](#) et sur [Instagram](#).
Inscrivez-vous à notre [Newsletter](#).

Contact presse : Lara Oliveau, responsable de la communication et des relations presse
06 99 79 43 62 ; loliveau@institutmontaigne.org

À propos de l'Institut Montaigne :

Think tank indépendant créé en 2000, l'Institut Montaigne est une plateforme de réflexion, de propositions et d'expérimentations consacrée aux politiques publiques en France et en Europe. Ses travaux sont le fruit d'une méthode d'analyse et de recherche rigoureuse et critique, ouverte sur les comparaisons internationales. L'Institut Montaigne, association à but non lucratif pionnière en France, réunit des chefs d'entreprise, des hauts fonctionnaires, des universitaires et des personnalités issues d'horizons divers. Ses financements sont exclusivement privés, aucune contribution n'excédant 1,5 % d'un budget annuel de 5,9 millions d'euros (estimation 2019). À travers ses publications et les événements qu'il organise, l'Institut Montaigne souhaite jouer pleinement son rôle d'acteur du débat démocratique.